

Réflexions de Caritas Luxembourg concernant les conséquences sociales de la crise sanitaire du COVID-19

Eviter que la crise nous mène à plus de pauvreté et plus de pauvres, qu'elle aggrave les inégalités

N'étant pas expert(e) en questions sanitaires, Caritas Luxembourg se limite à des réflexions concernant les conséquences sociales de la crise sanitaire du COVID-19.

Nos critères pour formuler ces réflexions sont :

- Le Luxembourg était déjà avant la crise un pays aux inégalités croissantes et aux situations de pauvreté effrayantes, notamment pour les familles avec enfants, les familles monoparentales, les étrangers et ceux ayant peu de qualification. A cela s'ajoute que le Luxembourg est le deuxième pays d'Europe en termes de travailleurs pauvres.
- La crise ne doit en aucun cas mener à des aggravations de ces situations d'inégalité et de pauvreté.
- Les stratégies de sortie de la crise, et aussi toutes les politiques de redressement après la crise, ne doivent en aucun cas de nouveau servir comme prétexte, comme pendant la crise de 2008/2010 (ou faudrait-il dire 2008-2014 eu égard au fameux « Zukunftspak » intervenu en 2014), pour réduire les problèmes de finances publiques surtout sur le dos des petits : le dicton des « larges épaules qui devraient épauler plus » n'a de toute façon pas été suivi par des actions.
- Le danger est grand que nous sortions de cette crise non seulement avec plus de pauvres et de nouveaux pauvres, mais aussi avec une pauvreté plus accrue de ceux qui l'étaient déjà avant, avec une aggravation des inégalités existantes qui nient les gestes de solidarité montrés ici et là en plein temps de crise. Faisons tout pour pas seulement garder l'esprit de solidarité, de vivre ensemble et de soutenir ceux qui nous sont proches (aussi les producteurs et commerçants locaux), mais encore pour fondamentalement remettre notre société sur une base de solidarité au lieu de la croissance comme maître-mot. Tout ceci évidemment sans tomber dans l'autre piège qui serait celui du populisme et du chauvinisme, voire du nationalisme et de la xénophobie.

Il nous importe d'emblée de dire que nous supportons les mesures d'urgence prises par le gouvernement pour endiguer le développement du virus. Tout comme au moment de la crise de 2008/2010, en cas d'urgence il faut agir et en cas de feu il faut appeler les pompiers. Nous sommes aussi d'accord de développer en toute précaution une stratégie « exit », ou de dé-confinement, qui s'articule en étapes.

Cependant nous avons certaines remarques à faire, tant aux mesures d'accompagnement qui ont été prises dès le début de la crise, tant aux mesures concrètes de dé-confinement prévues maintenant et qui ont commencé à être mises en pratique.

Réflexions sur les mesures en détail :

Le chômage partiel : Cette mesure a surtout le mérite de maintenir les travailleurs en l'emploi et de garantir au moins partiellement leur pouvoir d'achat. Il faut cependant se rendre à l'évidence que pour bon nombre des ménages, ils se retrouveront loin de 80% de leur pouvoir d'achat, cela pouvant aller jusqu'à 60% seulement et même moins, dans certains cas, dépendant de la situation concrète de composition des revenus (p.ex. pourboires dans certaines professions, ...) ou encore des engagements fixes (p.ex. loyers, prêts hypothécaires et dettes à rembourser, ...).

Les aides aux entreprises : Ces aides, pour le moment en hauteur de 8,8 milliards € sont bienvenues et nécessaires. Elles doivent être élargies avec la durée, les critères doivent être analysés pour ne pas créer des laissés pour compte, et en même temps elles doivent devenir plus ciblées (il n'est plus nécessaire que chacun touche la même somme, surtout si certains pans de l'économie ouvrent et donc s'en remettent plus tôt, mais il faut une approche qui s'oriente aux pertes subies réelles). En même temps elles doivent être plus ciblées dans le sens de protéger surtout les petits commerçants, artisans, professions libérales et indépendants, y inclus les « start-up ».

Reprise d'activités économiques : On peut se réjouir d'un assouplissement des règles du confinement en étapes vers une stratégie « exit ». Cependant il ne faut pas perdre de vue que tout assouplissement porte en soi le danger d'une reprise exponentielle des infections. Voilà pourquoi nous aurions préféré la réouverture de petits commerces, accompagnés des mesures appropriées (comme par exemple ne laisse entrer en même temps qu'un nombre restreint de clients etc.), plutôt que de rouvrir en premier lieu les grandes surfaces où le danger qu'il y aura des affluences massives est beaucoup plus grand.

« **Home schooling** » : Il ne semble pas avoir eu d'alternative à la fermeture des écoles et des services d'éducation et d'accueil (SEA). Or, ce sont justement ces derniers, ainsi que l'école de manière générale qui ont vécu de nombreuses réformes les dernières années avec comme objectif d'améliorer l'égalité des chances des enfants. La fermeture met fortement en danger cette égalité des chances. Voilà pourquoi elle durée doit se limiter à un minimum absolument nécessaire. Et surtout, il n'est pas du tout indiqué, comme prévu après les vacances de Pâques, de cesser avec la répétition des matières et de reprendre le programme scolaire initialement prévu : les curricula scolaires ne doivent pas être érigés en monuments à ne pas y toucher, les matières non enseignées cette année-ci peuvent très bien être récupérées plus tard. Commencer à enseigner de nouvelles matières pendant la période du « home schooling » ne pourra qu'aggraver encore le retard des plus vulnérables sur leurs pairs. Par contre il faut commencer à réfléchir à des mesures spécifiques pour venir en aide à ces élèves. Et l'école est un lieu important de socialisation, notamment pour des enfants seuls et ceux venant de familles défavorisées. L'isolation de ces enfants pendant des semaines et mois peut engendrer des conséquences importantes sur leur état mental.

Reprise scolaire : De ce point de vue il est évidemment à saluer que les écoles reprennent (par étapes) leurs cours. Cependant on aurait dû laisser les élèves des classes terminales en toute tranquillité préparer leurs examens sans les exposer au risque d'être infectés encore juste avant ceux-ci. Aussi il aurait été beaucoup plus important de commencer à rouvrir les écoles pour les plus petits, parce que d'une part les plus grands sont plus aptes à étudier de manière autonome. Et d'autre part la reprise est plus nécessaire pour les petits, parce que c'est dans cet âge-là que se creusent les inégalités. Aussi, l'argument que les grands savent mieux manipuler les masques que les petits n'a qu'une valeur limitée, parce que les petits ne le sauront pas mieux dans 4 semaines.

« **Bleift doheem** » : Cette maxime, aussi pratiquement sans grandes alternatives, a mené d'autre part à des situations d'isolement, de mal-être psychologique, de tentatives de suicide, d'un accroissement des violences domestiques, de l'apprentissage de mauvaises habitudes en l'absence de la structuration habituelle de la journée, d'alcoolisme et d'autres drogues etc. Il faudrait très vite préparer tout un plan d'action pour éviter que cela ne pèse sur nos familles et donc la société pour des mois, voire des années encore.

Protéger les groupes vulnérables : On nous rappelle de protéger surtout les seniors, et les personnes déjà atteintes de diverses maladies. C'est un impératif! Mais n'oublions pas, qu'il y a en cette période d'autres groupes vulnérables pour qui nous devons trouver les bons remèdes. Les femmes d'abord, souvent contraintes à une triple pression profession, ménage et maintenant encore l'école des enfants, mais aussi ce sont elles surtout qui ont à peiner devant la violence conjugale, mais bien sûr les enfants aussi. Les étudiants qui dépendent d'emplois à temps partiel pour compléter le financement de leurs études, sont confrontés à la nécessité d'abandonner leurs études, faute de tels emplois. Et ces étudiants qui terminent leur apprentissage ces jours-ci, ils se retrouvent devant un marché du travail vide. Les réfugiés ensuite qui hébergés dans des centres n'ont pas la possibilité de s'isoler socialement et pour qui le « home schooling » des enfants est encore plus pénible que pour d'autres. Sans parler de ceux des réfugiés qui attendent entassés dans des camps en Grèce qu'on leur ouvre la voie vers l'Europe, celle qui s'est entrouverte pour un petit nombre des mineurs non accompagnés ces jours-ci, au Luxembourg et en Allemagne. Pensons aussi aux personnes en situation administrative irrégulière. La crise actuelle les touche comme toute la population en y ajoutant des aspects particuliers : réduction/perte/arrêt de travail sans droit aux indemnités du chômage (partiel), pas de moyens pour payer les loyers, pas de masques distribués car non-inscrits dans les registres communaux, etc.

N'oublions pas non plus que le danger plane aussi sur les populations de nombreux pays en voie de développement, où les systèmes de santé publics font totalement défaut ou sont dans un état plus que médiocre. De plus, dans ces pays, souvent aucun système d'assurance sociale n'est en place. Dans cette crise, les salariés deviennent encore plus vulnérables, car la majorité d'entre eux vivent au jour le jour, et ne sauraient de quoi vivre en cas de licenciement. Aussi il est nécessaire de mettre en place une législation nationale pour un devoir de vigilance obligeant les entreprises à identifier dans leur chaîne de valeur les risques éventuels de violations des droits humains et d'impact environnemental, et à les prévenir. Enfin, la crise ne doit pas non plus servir de prétexte pour diminuer le montant de l'aide publique au développement qui ne doit pas s'éloigner des 1% du RNB.

L'impératif de continuer à protéger l'environnement : avant la crise, plusieurs initiatives avaient été prises au Luxembourg, notamment la consultation sur le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC). Les mesures actuelles et futures pour répondre à la crise COVID-19 ne doivent en aucun cas diluer ou retarder la mise en œuvre de mesures contre le changement climatique. Au contraire, bien des éléments du PNEC peuvent s'avérer être un vrai programme de relance économique, comme p.ex. les rénovations énergétiques du parc immobilier.

Ne pas négliger la lutte contre la pauvreté et les inégalités : bien au contraire, les effets nocifs de la crise nous demanderont même des efforts plus poussés. Si la mise à disposition de milliards d'euros pour aider les gens et les entreprises, il doit aussi être possible de prévoir quelques centaines de millions de plus qui suffiront pour bannir de nos sociétés la pauvreté : repenser les aides étatiques Revis, allocation de vie chère et subvention logement e. a. pour garantir que ces aides sortent leurs bénéficiaires de la pauvreté et par là contribuent à moins d'inégalités et plus d'équité.

Notre solidarité en ces temps-ci doit être sans faille, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos familles, voisinages, villages, pays....

Les actions de Caritas Luxembourg en réponse à la crise COVID-19

Caritas Luxembourg a de son côté lancé plusieurs actions humanitaires et sociales pour répondre à la crise :

- une helpline a été installée en vue de fournir des aides financières ponctuelles,
- l'accès aux épiceries sociales Caritas & Croix Rouge a été élargi,
- deux des services d'éducation et d'accueil (SEA) continuent à accueillir des enfants de parents qui en ont besoin, d'autres assurent des services virtuels d'aide aux devoirs à domicile,
- 12 réfugiés mineurs non-accompagnés en provenance de la Grèce ont été accueilli dans un nouveau foyer,
- et ensemble avec ses partenaires internationaux des aides additionnelles ont été octroyées pour leur permettre de répondre à la crise COVID-19 en Haïti, au Sud-Soudan et en République démocratique du Congo, entre autres.

Caritas Luxembourg